

LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 275

MONTREAL, LES SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 NOVEMBRE 1994

7 CAHIERS - 1,30\$ + TPS + TVQ

LIVRES

Henri Rivard
au pays de Félix
PAGE D 1



LES ARTS

Michel Lemieux au
Grand Hôtel des étrangers
PAGE C 1



MONTREAL

Vent de changement
à la CUM
PAGE A 3



CAHIER SPÉCIAL

Les Prix
du Québec 1994
PAGE E 1

PERSPECTIVES

La part des Lions

Oubliez Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et autres empêcheurs de fédéraliser en rond: la plus grande, la vraie de vraie menace à l'identité et à la fierté canadiennes, ces jours-ci, n'a pas de nom. Et elle vient de Baltimore, Maryland, USA.

Est-ce le plus pervers des effets du libre-échange? La preuve tragique que ces satanés Américains, quoi que fassent leurs sympathiques voisins du Nord, finissent toujours par gagner même quand ils jouent aux jeux des autres? Toujours est-il que le Canada se fait un sang d'encre à l'idée que ça pourrait arriver.

Ca, c'est l'impensable. Ca, c'est une victoire de l'équipe de Baltimore contre les Lions de la Colombie-Britannique, demain soir, dans le match de la coupe Grey, le championnat de la Ligue canadienne de football qui aura lieu à Vancouver.

Imaginez la gifle. Le précieux bol offert par le gouverneur général, le comte Grey, aux vaillants athlètes du pays en 1909 qui s'en irait décorer la résidence de l'oncle Sam! Après un tel affront, il ne resterait plus qu'à vendre les Rocheuses, louer les droits d'utilisation de la feuille d'érable et abolir la police montée pour consacrer la fin du Canada.

Bien sûr, on pourrait parler d'une douce revanche après que les Blue Jays de Toronto eurent ravi deux fois la Série mondiale de baseball. Mais dans leur infinie modestie, les Américains ont au moins la décence d'appeler leurs championnats sportifs des championnats du monde. L'exportation, si elle fait grincer des dents, en devient quand même plus acceptable.

Alors que dans ce cas-ci, ce ne serait plus de l'exportation, mais de la dépossession. Du vol légal, avec usurpation des symboles en prime. Car qui, à Baltimore, ira se vanter de détenir le titre du football canadien? On règnera plutôt sur une vague ligue qui compte des équipes à Winnipeg et Regina, certes, mais dont le «C» de LCF signifiera de moins en moins «canadienne» et de plus en plus «continentale».

Face à cette hérésie, dans les médias et les tribunes téléphoniques du *Rest of Canada*, on s'enflamme. Demain, on assistera à rien de moins qu'une répétition de la guerre canado-américaine de 1812. Les gardiens de la tradition pure peau de castor contre les envahisseurs barbares avec leurs gros sabots. Le prestigieux *Globe and Mail* ne consacrait-il pas sa manchette, jeudi, à l'engouement des citoyens de Baltimore pour le jeu canadien en citant ce barman: «La moitié (des clients) veulent voir du vrai football à la télé, et l'autre moitié veulent voir la LCF...?»

Dans cette histoire, le «méchant», que plusieurs voudraient bien voir prendre la porte, s'appelle Larry Smith. Ancien joueur des Alouettes de Montréal, aujourd'hui commissaire de la LCF, il est le grand architecte de l'expansion de la ligue, il y a trois ans, dans des endroits aussi exotiques que Sacramento et Shreveport (Louisiane). Il y a quelques années, quand on parlait d'élargissement des cadres, Montréal et Halifax venaient spontanément à l'esprit. Smith, lui, voit plutôt Memphis dans sa soupe.

Le problème serait moins aigu si ce n'était que, pour susciter l'intérêt immédiat d'Américains réticents à embrasser tout ce qui n'est pas *home-made*, la LCF a établi deux sortes de règlements: les équipes basées au Canada doivent respecter un quota de joueurs canadiens, pendant que celles des États-Unis peuvent piger où bon leur semble. S'est ensuivi un débat émotif sur le «contenu canadien», et son avenir, dont le CRTC lui-même n'aurait pas été peu fier.

À la décharge de Larry Smith, il faut considérer que la LCF était en sérieuses difficultés avant son expédition au sud. Les franchises d'Ottawa et Hamilton marchaient au bord du précipice — ce n'est pas mieux aujourd'hui — et la situation n'était guère plus brillante à Toronto. Le sport menaçait de devenir une stricte affaire de *Westerners*. Or, s'il paraît maintenant sauvé, on s'interroge quand même sur le prix qu'il aura fallu payer.

Car la formule a ses inconvénients. Le moindre n'est pas que Baltimore — le club n'a pas de nom officiel depuis que son appellation de «Colts» a été interdite par un tribunal — se retrouve à une victoire des grands honneurs à sa première année d'existence. Une situation que plusieurs qualifient d'«absurde».

Au Québec, depuis la mort des Alouettes et des Concordes, le football canadien ne soulève plus les foules de la société distincte. On soupçonne mal ce que représente outre-Outaouais cette coupe Grey lourde de symboles et d'ambivalence à l'égard du géant américain.

Sportif, l'enjeu peut paraître insignifiant, mais c'est un peu beaucoup la fibre nationale de tout un pays qui sera sollicitée, demain. Tout autour de l'arène, jamais les Lions n'auront eu autant de supporters.

INDEX	MÉTÉO
Agenda.....B6	Montréal
Avis publics.....A8	Quelques flocons le matin. Dégagement par la suite.
Classées.....A11	Max: -2
Culture.....B8	Québec
Économie.....B1	Quelques flocons le matin. Dégagement par la suite.
Éditorial.....A12	Max: -4
Le monde.....A9	Détails en B 14
Mots croisés.....B2	
Les sports.....B14	

Malavoy démissionne

Ayant enfreint la loi électorale, la ministre quitte son poste pour sauvegarder l'image du gouvernement

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le premier ministre Jacques Parizeau a accepté «la mort dans l'âme» la démission surprise, hier, de sa ministre de la Culture et des Communications, Marie Malavoy.

Mme Malavoy remet sa démission comme ministre après à peine deux mois dans ces fonctions, pour sauvegarder l'image du gouvernement et préserver le lien de confiance entre l'État et les citoyens. Rita Dionne-Marsolais prendra la relève, en plus de conserver, pour le moment, le poste de ministre déléguée au Tourisme.

Dans sa lettre à M. Parizeau, Mme Malavoy avoue avoir, jadis, enfreint la loi électorale: elle a voté à des élections fédérales et québécoises sans être citoyenne canadienne.

Elle admet de plus avoir fait ces gestes délibérément. Elle n'avait pas demandé la citoyenneté canadienne par ferveur pour la souveraineté du Québec.

Le premier ministre accepte sa démission parce qu'il n'a pas le choix mais souhaite qu'après un purgatoire, Mme Malavoy puisse revenir au cabinet. «Qu'il y ait eu faute, c'est évident, dit-il. Combien de temps faut-il expier? Il doit y avoir moyen de se faire pardonner...»

VOIR PAGE A 14: MALAVOY

VOIR AUSSI EN PAGES A 7 ET A 12

- Le milieu culturel réagit
- L'éditorial de Lise Bissonnette



Mme Malavoy n'avait pas demandé la citoyenneté canadienne par ferveur pour la souveraineté du Québec.

Négociations avec les cols bleus

«On repart à zéro»

Bourque promet d'achever en moins d'un mois ce que son prédécesseur n'avait pu accomplir en plus de deux ans

KONRAD YAKABUSKI
LE DEVOIR

Pierre Bourque promet d'achever en moins d'un mois ce que son prédécesseur n'avait pu accomplir en plus de deux ans, soit de parapher d'ici Noël une entente avec les cols bleus de la Ville.

Afin d'y arriver, le nouveau maire de Montréal nettoie l'ardoise, salie ces dernières années par des incidents de violence et le climat d'affrontement qui régnait entre les 4061 cols bleus et l'administration Doré. Et il n'exclut pas la possibilité que l'actuel négociateur en chef de la Ville, Michel Brousseau, soit écarté des né-

gociations pour y apporter du sang neuf.

«On va oublier ce qui s'est fait jusqu'à maintenant. On repart à zéro. C'est ça le message clair au fond que l'on fait aux employés de la Ville», a affirmé hier M. Bourque à l'issue de son premier tête-à-tête avec le président du syndicat des cols

bleus, Jean Lapierre. Ce dernier a qualifié «d'emballant» le discours du maire et, lui aussi, disait laisser tomber toute condition préalable à la reprise des négociations en vue de renouveler la convention collective qui prend fin le 31 décembre prochain.

Le dialogue entre la Ville et ses cols bleus a été rompu le 23 août dernier lorsque l'administration Doré-Cousineau a refusé d'abandonner des procédures amorcées contre deux ouvriers congédiés après avoir été accusés d'avoir battu un contremaître. Selon l'ancienne prési-

VOIR PAGE A 14: BOURQUE



La petite femme qui fait trembler les «barbus» du Bangladesh

Taslina Nasreen fait en France une véritable visite de chef d'État, flanquée de 1200 policiers

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS



Un visage d'enfant, des cheveux noirs coupés à la garçonne, un regard perçant, des gestes timides, voilà le petit bout de femme qui fait trembler les «barbus» du Bangladesh. Comment imaginer que sous ce sari rouge et or se cache la «blasphématrice», athée et féministe, dont la tête est mise à prix dans son pays? Comment imaginer qu'au moment où elle atterrissait à Roissy, à Dacca (où son procès débute le 10 décembre), des centaines de manifestants réclamaient sa mort?

Finie le temps où, pas plus tard qu'en avril, l'écrivaine de 32 ans débarquait à Paris incognito et tentait désespérément de décrocher une entrevue. Celle à qui le gouvernement français et son ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, refusaient il y a six semaines un visa de plus de 24h fait depuis mercredi en France une véritable visite de chef d'État.

Taslina Nasreen sillonne la capitale depuis trois jours en voiture blindée, flanquée de 1200 policiers. Sans compter les experts en déminage et 45

VOIR PAGE A 14: NASREEN

Bihac n'est plus tenue que par 300 défenseurs

Les Casques bleus canadiens demeurent impuissants

SYLVIANE TRAMIER
LE DEVOIR

Les Casques bleus canadiens stationnés en Bosnie ont fait une fois de plus hier l'expérience de leur impuissance dans le conflit qui reprend de plus belle autour d'eux, alors que plus au nord, dans la «zone de sécurité» de Bihac, une nouvelle attaque des Serbes sur l'enclave musulmane est intervenue en dépit d'un cessez-le-feu théorique dans la matinée.

Des avions chasseurs de l'OTAN ont survolé hier soir cette zone, dans le nord-ouest de la Bosnie, mais, incapables de repérer leurs cibles à cause des conditions atmosphériques, ils n'ont pas ouvert le feu sur les positions serbes.

L'ONU avait demandé à l'OTAN de fournir un appui aérien rapproché aux Casques bleus et à la population civile de Bihac après de nouveaux bombardements serbes dans l'après-midi.

Alors que pour la troisième journée consécutive 55 soldats canadiens — et 200 soldats d'autres contingents des Nations unies — ont été maintenus en détention ou dans l'impossibilité de se déplacer par des soldats serbes de Bosnie, des soldats de l'armée bosniaque ont empêché hier l'évacuation d'une centaine de personnes — du personnel non essentiel — du quartier général des forces canadiennes de Visoko, au centre de la Bosnie.

«Les Bosniaques étaient sous l'impression que les Canadiens quittaient la ville de Visoko, et ils les en ont empêchés», a expliqué à Ottawa un porte-parole de la Défense nationale, le lieutenant Conrad Belhumeur.

Cet incident, survenu en territoire bosniaque musulman, illustre un peu plus la situation précaire des soldats du maintien de la paix en Bosnie, virtuels otages aux mains des belligérants.

Selon le ministre de la Défense, David Collenette, des obus tirés des hauteurs avoisinantes de la base militaire canadienne et tombés à proximité avaient conduit le commandement à placer le camp en état d'alerte rouge et à tenter de déplacer à une quinzaine de kilomètres plus loin, à Kiseljak, une partie du personnel de la base de Visoko, qui compte environ 750 militaires.

VOIR PAGE A 14: BOSNIE

VOIR AUSSI EN PAGE A 12
■ L'éditorial de François Brousseau



POLITIQUE

Parizeau lance le débat référendaire à l'Assemblée nationale avant Noël

PAGE A 6